

Delémont, le 20 octobre 2026

MESSAGE RELATIF AU PROJET D'ARRETE CONCERNANT LE PLAN FINANCIER ET LA PLANIFICATION FINANCIERE DES INVESTISSEMENTS POUR LES PERIODES 2027 A 2031

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 18, 19 et 20 de la loi sur les finances cantonales (RSJU 611), le Gouvernement soumet à votre approbation l'arrêté relatif au plan financier et la planification des investissements pour la période 2027-2031. Le décalage d'une année entre la planification financière et la période de législature (2026-2030) s'explique par le fait que les ressources financières allouées dans le budget 2027 sont définies durant le premier exercice, soit en 2026.

I. Contexte

Le Gouvernement soumet au Parlement le plan financier et la planification financière des investissements pour la période 2027–2031. Établis au début de la législature, ces instruments donnent une vision à moyen terme de l'évolution des finances cantonales et des moyens nécessaires aux différentes politiques sectorielles.

Le plan financier permet d'identifier les principales tendances en matière de charges, de revenus, d'investissements, d'autofinancement, de fonds propres et d'endettement. Il constitue un cadre de référence pour les budgets successifs, sans pour autant représenter un budget pluriannuel ni un pronostic de boucllement. Par nature, il repose sur les informations disponibles et sur des hypothèses qui sont actualisées annuellement dans le cadre de la procédure budgétaire.

La période 2027–2031 débute sur une base plus favorable que la précédente. Les efforts réalisés durant la législature 2022–2026, notamment dans le cadre du Plan équilibre 22-26 et de la gestion des versements de la Banque nationale suisse (BNS), ont renforcé la situation financière du Canton. Le Plan équilibre aura contribué à hauteur de quelque 104 millions de francs jusqu'à l'exercice 2026. Cette base permet d'aborder les prochaines années avec une capacité d'action préservée.

Durant cette nouvelle période, le Gouvernement entend répondre aux besoins de la population, maintenir une politique d'investissement soutenue et consolider durablement les finances cantonales.

II. Exposé du projet

A. Objectifs et méthode d'élaboration

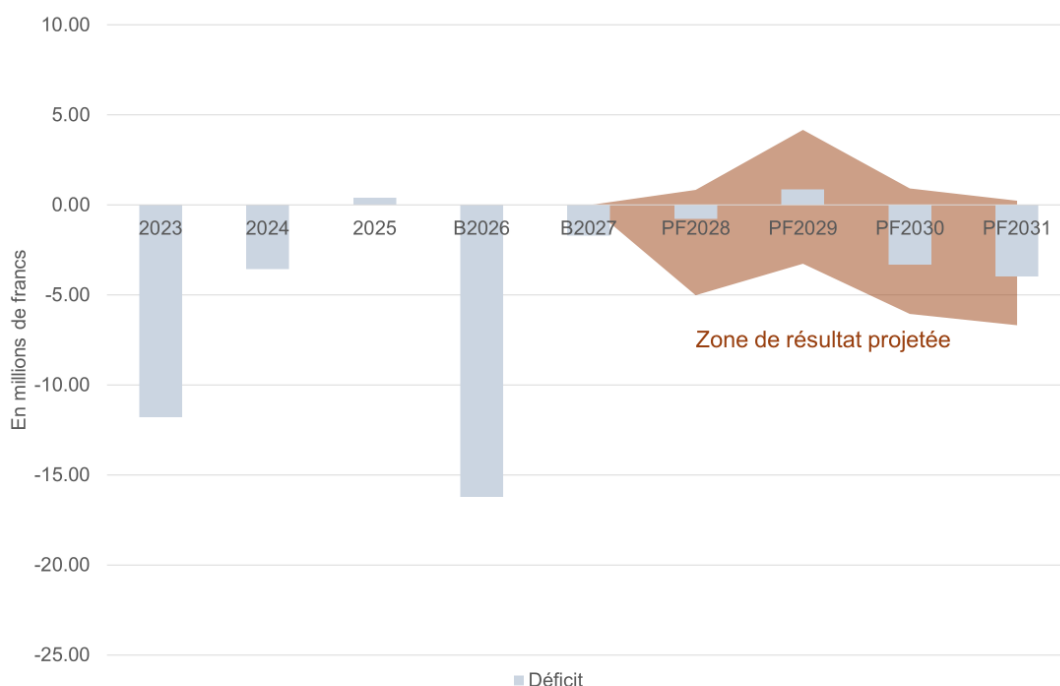
Le plan financier traduit les orientations des politiques publiques sous l'angle financier. Il intègre les tendances observées, les besoins communiqués par les unités administratives pour les principales rubriques et les projets, les évolutions démographiques et économiques, les décisions fédérales et cantonales connues ainsi que les orientations du programme de législature.

La part d'incertitude augmente avec l'éloignement de l'horizon considéré. Les montants projetés doivent, dès lors, être compris comme des ordres de grandeur. Le rôle du plan financier est de tracer une trajectoire et d'identifier suffisamment tôt les adaptations qui devront ensuite être concrétisées dans les budgets annuels.

Le Gouvernement retient trois objectifs financiers pour la période 2027-2031 :

- maintenir des résultats proches de l'équilibre ;
- préserver la capacité d'investissement du Canton ;
- respecter le mécanisme du frein à l'endettement sur l'ensemble de la période.

Les résultats projetés oscillent ainsi entre un léger excédent et des déficits de quelques millions de francs. Cette trajectoire n'est toutefois pas acquise : elle dépend des hypothèses retenues, de l'évolution du contexte et de la concrétisation progressive des solutions dans les budgets successifs.



Graphique 1 : Evolution du résultat projeté

B. Environnement du plan financier

L'élaboration de la planification intervient dans un environnement marqué par plusieurs sources d'incertitude.

Au niveau international, les évolutions géopolitiques, commerciales, climatiques et énergétiques sont susceptibles d'influencer rapidement les principales hypothèses du plan financier. L'économie jurassienne, fortement ouverte sur l'extérieur, demeure à cet égard particulièrement sensible aux variations de la conjoncture.

Au niveau suisse, le contexte demeure globalement favorable, mais les adaptations de la politique fédérale et la forte pression sur le budget de la Confédération influencent de manière croissante les finances cantonales.

Au niveau cantonal, l'évolution démographique contribue à augmenter les besoins dans plusieurs domaines. Le vieillissement de la population plus marqué que dans d'autres régions exerce notamment une pression sur la santé et les assurances sociales. L'évolution des besoins sociaux et l'élargissement de certaines missions publiques entraînent également une progression des dépenses de transfert.

L'intégration de Moutier entre parallèlement dans une phase de consolidation. Après une année 2026 fortement marquée par les effets de transition, les exercices suivants doivent permettre une stabilisation progressive des charges et recettes liées à l'élargissement du Canton. À noter que le mécanisme transitoire du frein à l'endettement continue de déployer ses effets. Dans la projection, son champ d'application est toutefois limité à neutraliser les investissements liés à l'accueil de Moutier au sein du compte de compensation spécifique. Le partage des biens avec le canton de Berne interviendra également durant cette période.

En matière fiscale, la mise en œuvre complète de la réforme de la fiscalité des entreprises se poursuit. Le taux moyen de l'impôt sur le bénéfice passera de 15,8 % en 2026 à 15,0 % en 2030. Le programme de législature vise parallèlement à renforcer l'attractivité économique et l'assiette fiscale du Canton.

III. Les paramètres et les hypothèses du plan financier

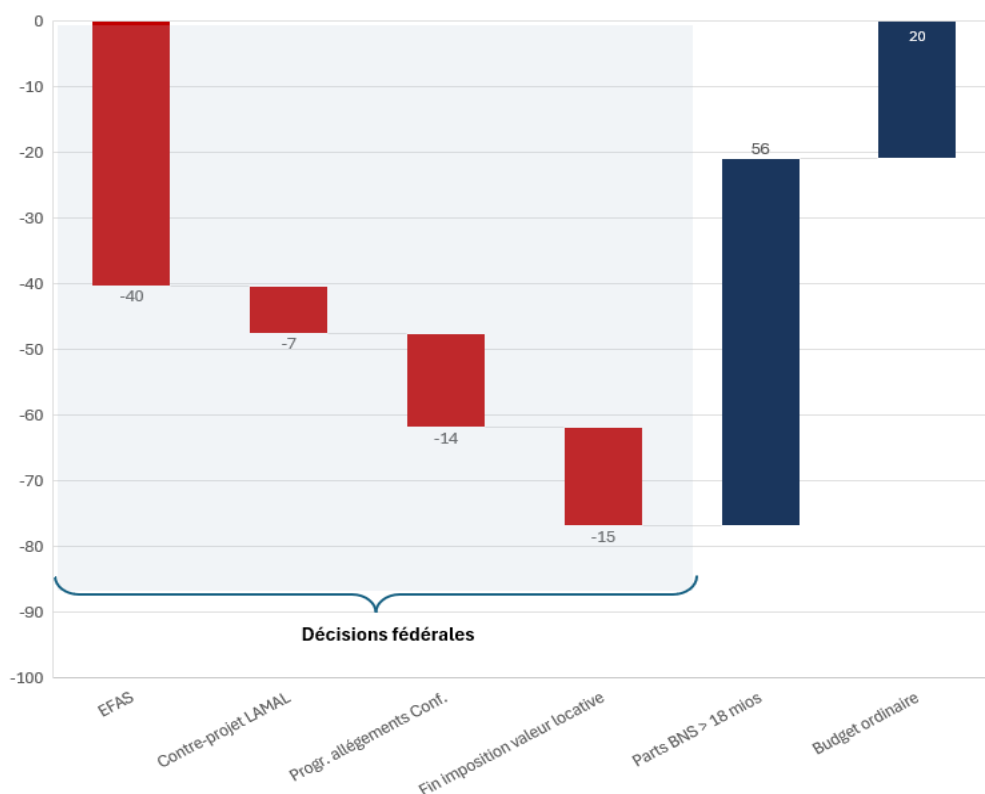
A. Fortes incidences des réformes fédérales et solutions

Les réformes décidées au niveau fédéral constituent l'un des principaux défis du plan financier 2027–2031. Leurs incidences cumulées sur les finances cantonales sont actuellement estimées à près de 76 millions de francs sur la période.

Le principal effet concerne le financement uniforme des prestations de santé (EFAS). Dès 2028, les cantons participeront également au financement des soins ambulatoires selon une clé uniforme. Pour le Jura, les charges pérennes supplémentaires directement liées au changement de mécanisme sont estimées pour l'année 2028 à 14 millions de francs. Sur l'ensemble de la période du plan financier, ce surcoût se monte de manière cumulée à 40 millions.

S'y ajoutent notamment le contre-projet fédéral concernant les réductions individuelles de primes, le programme d'allègement de la Confédération - en particulier dans le domaine de l'asile - ainsi que la suppression de la valeur locative et ses conséquences sur les recettes fiscales cantonales.

Ces réformes peuvent certes apporter des avantages directs à la population. Leur accumulation entraîne toutefois un transfert financier significatif vers les cantons. Le Gouvernement estime que des charges supplémentaires d'une telle ampleur ne peuvent pas être absorbées à très brève échéance uniquement par le budget ordinaire. Pour équilibrer les résultats, il est prévu des pistes d'actions à court et moyen terme.



Graphique 2 : Incidences cumulées des décisions fédérales et ressources prévues

A court terme et afin de préserver le dynamisme nécessaire au développement envisagé par le Programme de législature, il est attendu de s'appuyer sur les réserves financières constituées notamment par les versements de la part cantonale aux excédents de la BNS non planifiés lors des budgets. Il s'agit en particulier des montants reçus qui sont supérieurs à une distribution de 3 parts (18 millions pour le canton du Jura). De telles contributions s'avèrent indispensables et sont ainsi à consacrer en totalité pour absorber à brève échéance des charges imposées aussi conséquentes.

A moyen terme, le maintien d'une situation financière durablement équilibrée ne peut pas reposer sur les seules réserves. Le programme de législature et le projet Modernisation de l'État constituent à cet égard deux axes importants.

Le programme de législature vise notamment à renforcer l'attractivité économique du Canton et, à terme, son assiette fiscale. La Modernisation de l'État doit pour sa part permettre d'optimiser l'organisation, les processus et les modes de fonctionnement de l'administration.

Le plan financier intègre progressivement les effets attendus de ces orientations. Leur concrétisation devra être appréciée régulièrement et adaptée dans les budgets. Un suivi spécifique devra notamment permettre d'évaluer les économies réalisées, les recettes supplémentaires générées et, plus largement, le retour sur investissement des mesures engagées.

Le plan financier trace ainsi une trajectoire à moyen terme ; les budgets successifs permettront de transformer progressivement ces orientations en mesures concrètes.

B. Évolution du compte de résultats entre 2027 et 2031

Le présent chapitre se concentre sur les principales évolutions entre 2027 et 2031, tandis que le détail du compte de résultats par nature figure en annexe.

Charges

Les charges d'exploitation (avant charges extraordinaires et charges financières) devraient progresser en moyenne d'environ 1,8 % par année sur la période. Leur évolution demeure toutefois très différente selon les natures et les politiques publiques. Cette progression intègre également et de manière progressive les résultats attendus du programme Modernisation de l'État.

Les charges de personnel augmentent de manière relativement régulière, avec une progression moyenne estimée à 1,3 % par année. Les charges de transfert connaissent une dynamique plus marquée, avec une croissance moyenne d'environ 2,5 % par année. Elles regroupent principalement les subventions et aides financières versées aux particuliers, aux institutions et aux communes.

L'essentiel de la progression des charges de transfert se concentre dans trois domaines : la santé, les assurances sociales et l'action sociale.

Cette concentration illustre une caractéristique importante des finances cantonales : une part significative des besoins supplémentaires résulte de prestations légales, de décisions fédérales ou de facteurs démographiques sur lesquels la marge de manœuvre cantonale est limitée.

Revenus

Le plan financier retient une progression moyenne des recettes fiscales de 1,9 % par année. Cette hypothèse tient compte de la baisse échelonnée du taux d'impôt sur le bénéfice des entreprises, mais également d'une progression de l'assiette fiscale dans un contexte économique globalement favorable. L'amélioration des conditions-cadres prévue par le programme de législature doit contribuer à renforcer ce potentiel à moyen terme.

La péréquation financière fédérale intègre les mécanismes spécifiques liés à l'accueil de Moutier. Les engagements des cantons contributeurs prévoient une compensation totale de 65 millions de francs. À partir de 2030, il est attendu la nouvelle prise en compte des revenus des travailleurs frontaliers dans le calcul de la péréquation des ressources, qui devrait corriger favorablement les chiffres pour le canton du Jura.

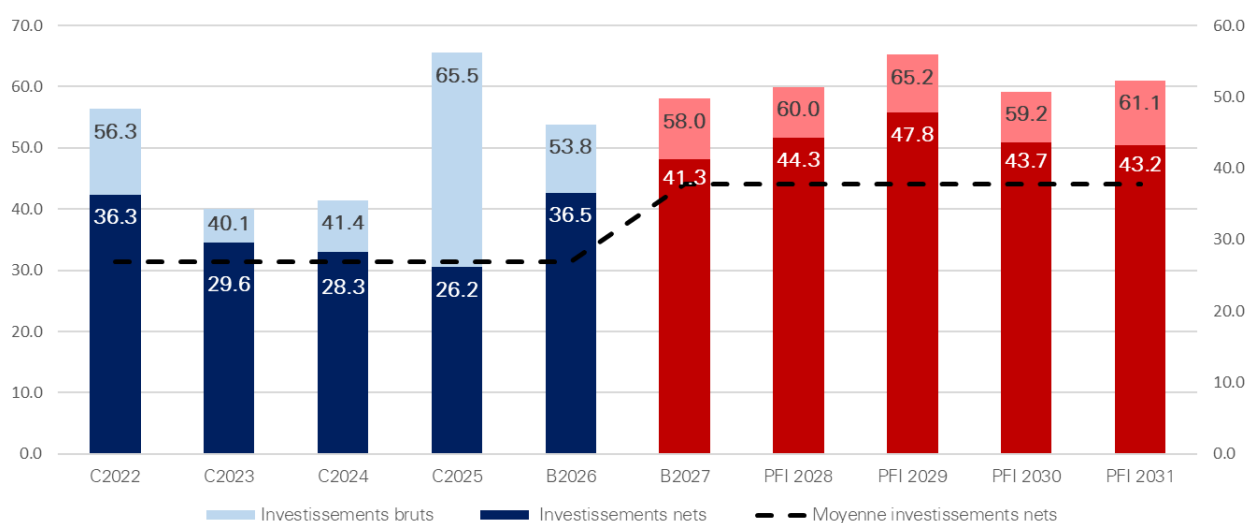
C. Planification financière des investissements 2027 à 2031

Evolution générale

La planification financière des investissements (PFI) constitue un instrument de préparation à la décision et de pilotage financier de l'État. Elle revêt un caractère indicatif et ne confère aucun droit à l'obtention de futurs crédits ou allocations budgétaires, sous réserve des engagements déjà pris. Elle permet de définir les principales enveloppes d'investissement et d'anticiper les projets prévus pour les cinq prochaines années. À ce titre, elle constitue une référence pour l'élaboration des futurs budgets d'investissement.

L'élaboration de la PFI 2027–2031 a débuté au dernier trimestre 2025. Les services de l'État ont, dans un premier temps, recensé les projets connus ou envisagés pour la période. Sur cette base, le Gouvernement a défini les enveloppes par domaine et par projet, en tenant compte des priorités identifiées et des ressources financières disponibles.

Pour la période 2027–2031, le Gouvernement prévoit un volume d'investissements de 220 millions de francs, soit une progression de près de 40 % par rapport aux 157 millions de francs de la planification précédente.



Graphique 3 : Comparaison avec la PFI précédente et répartition des investissements bruts et nets par année

L'évolution des investissements traduit la volonté du Gouvernement de renforcer l'effort d'investissement de l'État au cours des prochaines années. La période précédente, qui comprend également le budget 2026, présente en effet un niveau d'investissement relativement modeste, avec une moyenne annuelle de 31,4 millions de francs. La planification financière 2027–2031 porte cette moyenne à 44,1 millions de francs par année.

Au regard des besoins identifiés, le Gouvernement entend maintenir un niveau d'investissement permettant notamment de préserver l'attractivité du Canton et d'améliorer les conditions cadres en matière d'infrastructures.

Domaines d'investissement (en mios)	PFI effective 22-26	PFI 27-31	Ecart avec PFI précédente	Ecart en %
Routes	48.4	64.7	+16.3	+ 34%
Bâtiments et aménagements de terrains	32.4	61.1	+28.7	+ 89%
Subventions	42.8	47.5	+4.7	+ 11%
Informatique	24.3	28.9	+4.7	+ 19%
Equipements et mobilier	14.0	19.4	+5.4	+ 38%
Prêts et participations	-5.1	-1.4	+3.7	-73%
Total	156.9	220.3	+63.5	+ 40%
Total pour un taux de réalisation de 90% des investissements planifiés (période 27-31)		199.1	+42.3	+ 27%

Tableau 1 : Ecart avec la PFI précédente par domaine d'investissement (en millions)

Evolution des principaux domaines par rapport à la précédente PFI

Les explications ci-après se concentrent sur l'évolution des principaux domaines d'investissements. Quelques projets y sont mentionnés à titre exemplatif. Le détail de la planification financière des investissements est mentionné en annexe.

Les principaux domaines d'investissement sont les suivants :

- Infrastructures routières : 64,7 millions de francs, soit une augmentation de 16,3 millions par rapport à la dernière PFI. Ces investissements seront notamment destinés à la réfection de routes cantonales et au développement des itinéraires cyclables sur l'ensemble du territoire.
- Bâtiments et aménagements de terrains : plus de 61 millions de francs, en hausse de 28,7 millions. Les principaux projets concernent l'entretien et l'adaptation des bâtiments destinés à accueillir l'administration cantonale ainsi que le futur Pôle de formation à Moutier. La mise en œuvre de la stratégie immobilière cantonale nécessite également des investissements importants dans les bâtiments. Pour le secteur de la formation post-obligatoire, à Porrentruy, les travaux portent principalement sur la réfection de l'ancien bâtiment de l'Institut pédagogique (Banné 23) et du bâtiment de la Division commerciale (Thurmann 12). À Delémont, il est prévu de poursuivre le développement du campus Avenir 33.

Des investissements sont également prévus dans les bâtiments administratifs. Ils concernent notamment la rénovation de l'ancienne préfecture à Saignelégier, le réaménagement du bâtiment Justice 2 à Delémont (Service des contributions) ainsi que la dernière étape du développement du site de JURASSICA Museum à Porrentruy, avec la rénovation complète de la Villa Beucier.

- Informatique : 28,9 millions de francs, soit 4,7 millions de plus que dans la planification précédente. Un montant de 25 millions est consacré à l'évolution du système d'information de l'État et à la stratégie numérique, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la police et de la justice. Un montant de 3,9 millions de francs est par ailleurs prévu pour poursuivre le développement des outils d'administration et de pédagogie numériques destinés à l'enseignement obligatoire et post-obligatoire.
- Subventions à l'investissement : 47,5 millions de francs, en progression de 4,7 millions. Les principaux domaines concernés sont l'agriculture (17,6 millions), l'environnement (9,5 millions), les infrastructures scolaires (6,7 millions) et l'énergie (6,2 millions).
- Équipements, véhicules et mobilier : 19 millions de francs, soit une augmentation de 5,4 millions, notamment en lien avec l'accueil de Moutier et l'installation du Pôle de formation en Prévôté.

Le volume d'investissement prévu doit être mis en regard de la capacité financière de l'État et du mécanisme du frein à l'endettement. L'expérience des précédentes planifications montre par ailleurs que certains projets, notamment immobiliers, peuvent être reportés pour des raisons indépendantes de la situation financière.

Dans ce contexte, un taux global de réalisation de 90 % est retenu comme hypothèse pour apprécier l'incidence de la PFI sur le respect du frein à l'endettement. Cette hypothèse sera réexaminée lors de chaque processus budgétaire en fonction de l'avancement des projets.

Le Gouvernement entend ainsi concilier le maintien d'un niveau d'investissement répondant aux besoins du Canton avec les exigences de maîtrise des finances publiques. Une telle pratique est également observée dans d'autres cantons.

D. Effets sur les communes

Plusieurs politiques publiques financées conjointement par l'État et les communes ont également des incidences sur les finances communales. Les principales hypothèses retenues sont détaillées dans les rubriques figurant en annexe.

Au niveau du compte de résultats, les communes sont notamment concernées par les charges de personnel liées à la formation obligatoire (rubrique 30), dont l'évolution devrait rester relativement stable, avec une progression moyenne d'environ 0,7 % par année. Comme pour l'État, les hausses sont plus marquées au niveau des charges de transfert (rubrique 36), en particulier dans les domaines du social et des assurances sociales des progressions sont estimées entre 2,5% et 3% par année. Les assurances sociales concernent principalement les prestations complémentaires et les subsides destinés à la réduction des primes d'assurance-maladie. La participation financière du Canton et des communes évoluent également en fonction des contributions fédérales.

Il convient également de relever que la mesure 610 du Plan équilibre 22-26 prendra fin au 31 décembre 2027.

S'agissant du compte des investissements, les communes sont concernées en fonction de la localisation et de la nature des projets cantonaux réalisés sur leur territoire, ainsi que par les enveloppes de subventions d'investissement prévues en faveur de projets communaux ou d'autres objets bénéficiant directement à leur population.

E. Principaux indicateurs financiers

Les principaux indicateurs financiers confirment que la trajectoire présentée demeure compatible avec les règles financières cantonales.

Sous l'hypothèse de réalisation retenue pour les investissements, le degré d'autofinancement est maintenu à 80 % ou davantage sur l'ensemble de la période. En fonction des hypothèses retenues, la dette brute devrait progresser sous l'effet du volume d'investissements et atteindre environ 540 millions de francs en 2031. Le rapport entre la dette brute et les recettes fiscales demeure toutefois inférieur à la limite de 150 %.

Les fonds propres restent positifs durant toute la période de planification. Leur niveau diminue néanmoins sous l'effet des prélèvements prévus dans les réserves. La préservation des fonds propres constitue un élément déterminant de la capacité du Canton à faire face aux événements extraordinaires et aux fluctuations de recettes.

Indicateurs	Limites				Budget		Plan financier			
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Charges		1'012	1'040.6	1'092.9	1'166.8	1'204.2	1'269.4	1'278.3	1'293.6	1'319.0
Revenus		1'000.2	1'037.0	1'093.3	1'150.6	1'202.5	1'268.6	1'279.1	1'290.3	1'315.0
Résultats		-11.8	-3.6	0.4	-16.2	-1.7	-0.8	0.9	-3.3	-4.0
Investissements nets		29.6	28.3	26.2	36.5	41.3	44.3	47.8	43.7	43.2
Inv. nets avec un taux de réalisation de 90%					41.3		39.3	42.2	38.4	37.9
Degré d'autofinancement	> 80%	64.0%	97.0%	118.0%	80.5%	80.6%	80.0%	80.0%	80.0%	80.0%
Dette brute planifiée au 31.12		390	410	390	426	450	470	510	525	540
Dette brute/recettes fiscales (sans taxe véhicules)	< 150%	112%	105%	96%	104%	106%	111%	117%	118%	118%
Fonds propres	> 0	50	51	89	105	121	88	66	61	58

Tableau 2 : Principaux indicateurs financiers (en millions, sauf indication contraire)

IV. Conclusion

Risques et éléments non intégrés

Comme toute planification à moyen terme, le présent plan financier comporte plusieurs incertitudes. Les principales concernent l'évolution conjoncturelle et fiscale, les futures distributions de la BNS, les coûts de la santé et des prestations sociales, l'effet effectif des réformes fédérales, la péréquation financière et le calendrier de réalisation des investissements.

Plusieurs initiatives populaires cantonales susceptibles d'avoir des incidences financières importantes ne sont par ailleurs pas intégrées lorsque leurs modalités d'application, leur calendrier ou leur impact ne peuvent pas encore être estimés de manière suffisamment fiable. Ces éléments sont considérés actuellement à l'étude et les modalités d'application ne sont pas encore connues. Les enjeux financiers devront être intégrés et compensés lors des actualisations ultérieures. Les initiatives concernées sont : 1% pour le sport, personnel soignant et structure d'accueil de l'enfance.

Ces différents facteurs justifient un suivi régulier de la planification et une réévaluation annuelle des principales hypothèses dans le cadre du processus budgétaire.

À noter que le fonds climat a été finalisé après le plan financier. Toutefois, le financement tel que proposé par le Gouvernement permet d'intégrer l'effet net de ce nouveau mécanisme dans le cadre du plan financier.

Appréciation du Gouvernement

Le plan financier 2027–2031 s'inscrit dans la vision de la nouvelle législature. La situation consolidée au cours des dernières années offre une capacité temporaire pour absorber les importantes réformes qui interviendront au début de la période, sans renoncer aux investissements nécessaires au développement du Canton.

Cette marge doit être utilisée de manière ciblée. Les réserves permettent d'éviter que des événements externes entraînent des adaptations trop brutales des prestations ou des investissements. Elles offrent parallèlement le temps nécessaire pour mettre en œuvre des mesures structurelles destinées à consolider durablement les finances cantonales.

Cette stratégie implique toutefois une responsabilité claire : les réserves ne peuvent pas se substituer durablement à l'équilibre du compte de résultats et l'augmentation des investissements doit s'inscrire dans le respect du frein à l'endettement. Le Gouvernement suivra donc simultanément l'évolution des résultats, des fonds propres, de l'autofinancement et de la dette.

Il est attendu de l'ensemble des partenaires qu'ils maintiennent le niveau d'exigence observé ces dernières années en matière de politique financière, afin de parvenir à l'équilibre budgétaire nécessaire à la réalisation du niveau d'investissement envisagé.

À moyen terme, la Modernisation de l'État ainsi que les mesures du programme de législature doivent contribuer à renforcer cette trajectoire, notamment par l'amélioration de l'efficacité et par le développement du potentiel économique et fiscal du Canton.

Conclusion

Le plan financier constitue un instrument de pilotage. Il met en évidence les défis auxquels le Canton sera confronté au cours des prochaines années et fournit une trajectoire permettant de les anticiper.

Les principaux enjeux sont clairement identifiés : absorber les conséquences des réformes fédérales, maîtriser la dynamique des prestations les plus sensibles, maintenir une capacité d'investissement élevée et préserver durablement les équilibres financiers.

Les réserves constituées offrent une marge de manœuvre pour accompagner cette transition. Elles doivent toutefois être complétées progressivement par des mesures pérennes. Les budgets successifs permettront de concrétiser les solutions, de tenir compte des informations nouvelles et, si nécessaire, d'adapter la trajectoire.

Le Gouvernement entend ainsi conjuguer responsabilité dans le financement des prestations à la population, ambition en matière d'investissements et consolidation durable des finances publiques.

Dans ce contexte, le Parlement est invité à valider l'arrêté relatif au plan financier et à la planification des investissements pour la période 2027-2031.

Veuillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Rosalie Beuret Siess
Présidente




Jean-Baptiste Maître
Chancelier d'Etat

Annexes :

Annexe 1 : Plan financier du compte de résultats (détail par nature)

Annexe 2 : Plan financier des investissements (détail par rubriques et par objet ou par enveloppe)

Annexe 3 : Arrêté

ANNEXE 1 : PLAN FINANCIER DU COMPTE DE RESULTATS
POUR LA PÉRIODE 2027 – 2031

Plan financier compte de résultats par nature 2027-2031 - Vue générale

(En millions de francs)	C24	C25	B2026	B2027	PF28	PF29	PF30	PF31
30 Personnel	279.0	286.2	307.6	312.4	316.7	319.1	323.0	328.1
1. Personnel administratif	108.4	113.8	124.1	119.4	128.9	130.3	131.9	134.5
2.1 Enseignement obligatoire	78.6	79.7	84.6	91.0	91.1	91.5	91.9	93.6
2.2 Enseignement post-obligatoire	35.7	35.3	35.4	36.8	37.2	37.9	38.5	39.2
31 Charges de biens et services	79.6	81.7	94.9	94.2	99.1	97.7	95.1	99.4
33 Amortissements	18.6	18.6	19.6	20.2	20.9	21.8	22.9	23.3
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	23.0	23.6	13.3	14.1	13.9	13.9	14.4	13.9
36 Charges de transfert	514.3	530.1	603.6	636.3	667.1	673.7	683.9	698.8
1. santé	138.1	140.2	158.3	160.1	185.3	187.5	190.0	198.0
2. social	90.2	95.4	104.5	119.1	122.2	125.0	128.8	132.0
3. assurances sociales (LaMal et PC)	127.1	131.6	151.1	163.8	168.2	173.6	178.5	183.7
4. formation postobligatoire	46.9	46.7	52.1	53.3	55.5	55.4	55.3	55.3
5. transports et trafic	19.3	20.0	23.4	23.8	22.6	23.7	24.2	24.7
6. communes (impôts des frontaliers et IFD)	20.1	19.3	24.2	26.2	24.2	24.2	24.2	24.2
7. amort. subv.	12.3	11.8	11.8	11.6	11.4	11.1	11.2	11.0
37 Subv. redistribuées	115.1	117.3	117.5	116.9	117.7	117.4	117.4	117.4
39 Imputations internes	5.8	7.9	6.4	6.2	5.1	5.1	5.1	5.1
Total charges d'exploitation	1'035.4	1'065.4	1'162.9	1'200.2	1'240.5	1'248.7	1'261.8	1'286.0
40 Revenus fiscaux	-418.1	-433.7	-439.2	-452.0	-453.9	-464.7	-475.5	-486.7
1. PPH revenu	-203.4	-209.0	-221.4	-227.1	-229.3	-233.4	-237.6	-240.7
2. PPH fortune	-24.3	-23.5	-23.2	-23.7	-23.7	-23.7	-23.7	-23.7
3. imposition spéciale et gain de loterie	-8.0	-8.1	-9.2	-9.5	-9.5	-9.5	-9.5	-9.5
4. PMO bénéfice	-63.1	-66.7	-64.0	-67.0	-68.2	-70.4	-73.2	-78.4
5. PMO capital	-6.8	-8.0	-8.0	-8.0	-8.2	-8.5	-8.7	-9.0
6. impôts des frontaliers et à la source	-43.4	-43.8	-42.7	-44.7	-43.1	-43.1	-43.1	-43.1
7. s/gains immobiliers	-11.3	-17.9	-11.4	-12.0	-12.0	-12.0	-12.0	-12.0
8. droit de gages et de mutations	-14.8	-17.9	-18.1	-17.0	-16.9	-16.9	-16.9	-16.9
9. taxe des véhicules	-28.8	-25.9	-28.1	-28.6	-28.7	-28.9	-29.1	-29.2
41 Revenus régaliens et de concessions	-3.9	-20.7	-4.1	-4.0	-26.8	-26.8	-26.7	-26.7
BNS	0.0	-16.7	0.0	0.0	-24.0	-24.0	-24.0	-24.0
42 Taxes	-46.0	-47.9	-51.6	-53.4	-53.4	-53.5	-53.6	-53.7
43 Revenus divers	-1.0	-1.2	-1.0	-1.8	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3
45 Prélèvement fonds	-4.9	-11.0	-18.2	-16.8	-15.7	-16.6	-13.4	-14.2
46 Revenus de transfert	-428.5	-434.7	-486.8	-516.7	-524.2	-532.3	-557.1	-571.4
1. péréquation financière intercantonale	-162.1	-166.6	-194.4	-209.4	-213.6	-219.6	-239.2	-245.4
2. parts à des impôts fédéraux	-48.9	-50.9	-51.9	-57.7	-57.9	-58.9	-59.9	-60.8
3. participation fédérales	-64.0	-67.7	-79.3	-79.9	-80.9	-79.0	-80.2	-84.2
4. participation des communes	-106.4	-109.6	-122.1	-129.3	-131.4	-134.6	-137.6	-141.2
47 Subventions à redistribuer	-115.1	-117.3	-117.5	-116.9	-117.7	-117.4	-117.4	-117.4
49 Imputations internes	-5.8	-7.9	-6.4	-6.2	-5.1	-5.1	-5.1	-5.1
Total revenus d'exploitation	-1'023.3	-1'074.4	-1'124.8	-1'167.8	-1'198.2	-1'217.7	-1'250.1	-1'276.6
Résultat provenant des activités d'exploitation	-12.1	9.1	-38.1	-32.4	-42.3	-31.0	-11.7	-9.4
34 Charges financières	5.2	4.2	3.9	4.0	4.9	5.6	7.8	9.0
44 Revenus financiers	-13.8	-14.9	-13.8	-14.6	-14.1	-14.3	-14.5	-14.6
Résultat provenant de financements	8.6	10.7	9.9	10.5	9.2	8.8	6.7	5.6
Résultat opérationnel	-3.6	19.7	-28.2	-21.9	-33.1	-22.3	-5.0	-3.8
38 Ch.extraordinaires	0.0	23.3	0.0	0.0	24.0	24.0	24.0	24.0
48 Revenus extraordinaires	0.0	-4.0	-12.0	-20.2	-56.4	-47.1	-25.7	-23.8
Résultat extraordinaire	0.0	-19.3	12.0	20.2	32.4	23.1	1.7	-0.2
Résultat (- = déficit ; + = bénéfice)	-3.6	0.4	-16.2	-1.7	-0.8	0.9	-3.3	-4.0

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
30 Personnel	279.0	286.2	307.6	312.4	316.7	319.1	323.0	328.1	15.8	5.0%	3.9	1.3%
1. Personnel administratif	108.4	113.8	124.1	119.4	128.9	130.3	131.9	134.5	15.2	12.7%	3.8	3.2%
2.1 Enseignement obligatoire *	78.6	79.7	84.6	91.0	91.1	91.5	91.9	93.6	2.6	2.8%	0.6	0.7%
2.2 Enseignement post-obligatoire	35.7	35.3	35.4	36.8	37.2	37.9	38.5	39.2	2.4	6.6%	0.6	1.7%

*soumis à la répartition des charges canton / communes

Risques et opportunités

Pour la tendance des cotisations sociales à charge de l'employeur, l'évolution de la législation s'avère déterminante. Certaines adaptations sont à l'étude (par exemple financement AVS 2030).

Commentaires

Au niveau des traitements, l'annuité et le renchérissement sont les principaux éléments qui font varier cette rubrique sur l'ensemble de la période. Pour le personnel administratif la progression annuelle est de + 1,9% tandis que dans le domaine de l'enseignement l'évolution est de + 1,7%. Cette légère différence provient d'un rajeunissement plus important dans le domaine de l'enseignement que dans l'administration. Un renchérissement selon les prévisions du SECO a été appliqué. La stabilité constatée au niveau de l'enseignement obligatoire s'explique par une diminution des classes liée à l'évolution démographique.

Les charges sociales pour l'employeur suivent les mêmes tendances. La formation de l'administration reste stable sur la période.

L'année 2027 est marquée par l'effet unique de dissolution de la provision pour heures supplémentaires.

En plus, il est intégré dès le 1er juillet 2027, la réduction de 1% à 0.5% de la cotisation supplémentaire en faveur de la CPJU. L'effet financier est plein dès l'année 2028.

Incidences sur les communes

Les charges de l'enseignement obligatoire sont soumises à répartition à hauteur de 63,5% à charge des communes. Les progressions annuelles sur la période du plan financier pour l'ensemble des charges (charges de personnel et autres charges) de l'enseignement obligatoire sont les suivantes et représentent l'augmentation du renchérissement en fin de période :

- 2028 : + 0 %
- 2029 : + 0.5%
- 2030 : + 0.6%
- 2031 : + 1.6 %

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
31 Charges de biens et services	79.6	81.7	94.9	94.2	99.1	97.7	95.1	99.4	5.2	5.6%	1.3	1.4%

Risques et opportunités

La cybersécurité et la gestion des données demeurent un enjeu majeur des questions informatiques.

La stratégie immobilière implique une modification de l'utilisation des bâtiments et des investissements anticipés dans le plan financier des investissements.

Commentaires

Cette rubrique affiche une composante de projets (informatique, assainissements de sites pollués financés par le fonds des déchets, etc) mais également de charges absolument liées (justice).

Au niveau des projets, cette rubrique varie avant tout en fonction des assainissements du Fonds pour la gestion des déchets. Les charges propres relatives à l'activité de l'Etat (informatique, entretiens des bâtiments et des routes, etc) présentent des évolutions selon les besoins historiques. Les mandats demeurent stables sur la période du plan financier. Les effets financiers des projets du Fonds Climat sont centralisés dans cette nature du fait que le projet de loi n'était pas finalisé au moment de clôturer le plan financier.

Au niveau des charges absolument liées, les tendances observées ces dernières années se voient poursuivies sur la période du plan financier pour les tribunaux (stabilité) et l'exécution des peines (à la hausse).

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
33 Amortissements	18.6	18.6	19.6	20.2	20.9	21.8	22.9	23.3	3.1	15.3%	0.8	3.8%

Commentaires

Les amortissements évoluent en appliquant les taux d'amortissements aux dépenses prévues dans la planification financière des investissements. L'évolution à la hausse reflète les investissements supplémentaires effectués sur la période du plan financier.

Catégories	Taux en %	Durée de vie en années
Terrains aménagés	2.5	40
Ouvrages de génie civil	2.5	40
Terrains bâtis	3	33.3
Mobilier	10	10
Véhicules	12.5	8
Informatiques (hardware et software)	25	4
Machines, mobilier, véhicules, autre informatique	20	5
Subventions investissements	2.5 - 10	10 - 40

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
34 Charges financières	5.2	4.2	3.9	4.0	4.9	5.6	7.8	9.0	4.9	121.3%	1.2	30.3%
44 Revenus financiers	-13.8	-14.9	-13.8	-14.6	-14.1	-14.3	-14.5	-14.6	0.0	0.0%	0.0	0.0%

Risques et opportunités

Une augmentation des taux directeurs au niveau de la BNS pourrait impliquer une progression des charges financières.

Renouvellement d'emprunt à long terme à des conditions moins favorables. L'emprunt obligataire de 100 millions au bénéfice de conditions avantageuses (0.15%) arrive à échéance en 2030.

Commentaires

L'évolution de la rubrique de charges financières est corrélée aux taux d'intérêts et à l'insuffisance de financement plus importante sur la période du plan financier.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	23.0	23.6	13.3	14.1	13.9	13.9	14.4	13.9	-0.1	-1.0%	0.0	-0.3%
45 Prélèvement fonds	-4.9	-11.0	-18.2	-16.8	-15.7	-16.6	-13.4	-14.2	2.6	-15.5%	0.7	-3.9%

Risques et opportunités

Par leur importance, les fonds relatifs à la péréquation financière et aux déchets correspondent actuellement à une part importante des fonds propres (total de 35.6 millions à fin 2025).

Commentaires

Les attributions ou les prélèvements des fonds évoluent en fonction des charges et revenus des autres rubriques et des projets relatifs aux fonds.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
36 Charges de transfert	514.3	530.1	603.6	636.3	667.1	673.7	683.9	698.8	62.4	9.8%	15.6	2.5%
1. santé	138.1	140.2	158.3	160.1	185.3	187.5	190.0	198.0	37.9	23.7%	9.5	5.9%
2. social *	90.2	95.4	104.5	119.1	122.2	125.0	128.8	132.0	12.8	10.7%	3.2	2.7%
3. assurances sociales (LaMal et PC) *	127.1	131.6	151.1	163.8	168.2	173.6	178.5	183.7	19.9	12.2%	5.0	3.0%
4. formation postobligatoire	46.9	46.7	52.1	53.3	55.5	55.4	55.3	55.3	2.0	3.8%	0.5	1.0%
5. transports et trafic *	19.3	20.0	23.4	23.8	22.6	23.7	24.2	24.7	0.8	3.4%	0.2	0.9%
6. communes (impôts des frontaliers et IFD) *	20.1	19.3	24.2	26.2	24.2	24.2	24.2	24.2	-1.9	-7.4%	-0.5	-1.8%
7. amort. subv.	12.3	11.8	11.8	11.6	11.4	11.1	11.2	11.0	-0.5	-4.7%	-0.1	-1.2%

*soumis à la répartition des charges canton / communes

Risques et opportunités

Le vieillissement de la population implique des enjeux majeurs dans cette rubrique.

Le deuxième volet du financement uniforme des soins interviendra en 2032 en intégrant également le financement résiduel des soins dans le calcul.

La révision de la loi fédérale sur les prestations complémentaires pourrait impliquer des obligations financières supplémentaires pour les cantons.

L'évolution du statut des réfugiés ukrainiens est décidée au niveau fédéral mais a des conséquences pour les aides financières cantonales (asile, mais aussi aide sociale, primes LAMAL).

Commentaires

La rubrique de charges de transfert concentrent les progressions les plus substantielles de l'Etat. C'est avant tout le projet de financement uniforme des soins (EFAS) qui implique une progression en 2028 du domaine de la santé.

Dans le domaine du social, les évolutions sont liées à une hausse des besoins en termes d'asile, notamment suite à la fin du programme d'économies de la Confédération, des placements intra- et extracantonaux et des besoins des institutions sociales.

Les assurances sociales progressent selon l'évolution des bénéficiaires de prestations complémentaires et de l'évolution des primes d'assurances LAMAL. Le contre-projet indirect à l'initiative populaire « Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance-maladie » implique que les cantons doivent consacrer une part croissante de leur budget pour maintenir le même nombre de bénéficiaire.

Dans le domaine de la formation postobligatoire, une stabilité est attendue au niveau du nombre de bénéficiaires (étudiants), l'enveloppe dévolue à cette prestation augmente pour sa part légèrement, avant tout par un effet prix.

Les ressources prévues au niveau des transports publics augmentent également légèrement.

L'impôt des frontaliers a été projeté uniquement par le budget 2027 qui intègre pour la dernière année la mesure 610 du Plan équilibre.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Incidences sur les communes

Les charges du domaine de l'action social sont soumises à répartition à hauteur de 28% à charge des communes. Les charges can tonales mises à répartition avec une année de décalage évoluent comme suit :

- 2028 : + 2.5%
- 2029 : + 2.4%
- 2030 : + 3.0%
- 2031 : + 2.5%

Le tableau ci-dessus représente la progression des charges brutes dans le domaine des assurances sociales (3,0%). Comme la participation projetée de la Confédération évolue plus modestement, la charge nette pour l'Etat et les communes affiche une progression plus importante, de la manière suivante :

- 2028 : + 3.3%
- 2029 : + 4.0%
- 2030 : + 3.8%
- 2031 : + 2.9%

Les parts des communes à des revenus demeurent stables sur la période du plan financier. L'impôt des frontaliers n'a pas fait l'objet d'une actualisation dès lors que les incidences sur les comptes de l'Etat demeurent faibles.

De part leurs spécificités entre les communes, les parts communales aux transports publics ne font pas l'objet d'une projection générale.

Au niveau du chômage, la part des communes demeure stable à 2,4 mios.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
37 Subventions redistribuées	115.1	117.3	117.5	116.9	117.7	117.4	117.4	117.4	0.6	0.5%	0.1	0.1%
47 Subventions à redistribuer	-115.1	-117.3	-117.5	-116.9	-117.7	-117.4	-117.4	-117.4	-0.6	0.5%	-0.1	0.1%

Risques et opportunités

Des mesures d'économies au niveau fédéral pourraient impliquer une diminution des montants attribués sur le territoire cantonal.

Commentaires

L'Etat reçoit les montants fédéraux qu'il redistribue ensuite. Il a été retenu une hypothèse de stabilité sur ces deux rubriques entièrement neutre pour le compte de résultat. Cette rubrique concerne principalement les paiements directs dans le domaine agricole.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
38 Ch.extraordinaires	0.0	23.3	0.0	0.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0		6.0	
48 Revenus extraordinaires	0.0	-4.0	-12.0	-20.2	-56.4	-47.1	-25.7	-23.8	-3.6	17.9%	-0.9	4.5%

Risques et opportunités

Mise en oeuvre de la motion 1520 acceptée par le Parlement le 21 mai 2025 visant à attribuer les parts aux bénéfices de la Banque nationale suisse à la réserve pour politique budgétaire.

Commentaires

Ces rubriques indiquent les attributions (nature 38) et les prélèvements (nature 48) à la réserve pour politique budgétaire. Les attributions (charges extraordinaires) correspondent aux montants perçus dans la rubrique 41 au titre des parts au bénéfice de la BNS (cf. commentaire y relatif pour les hypothèses).

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
39 Imputations internes	5.8	7.9	6.4	6.2	5.1	5.1	5.1	5.1	-1.1	-17.8%	-0.3	-4.5%
49 Imputations internes	-5.8	-7.9	-6.4	-6.2	-5.1	-5.1	-5.1	-5.1	1.1	-17.4%	0.3	-4.4%

Commentaires

Les imputations internes permettent d'imputer des charges entre unités organisationnelles. Chaque écriture d'imputation interne donne lieu à une charge comptabilisée dans un service bénéficiaire (rubrique 39) et à un produit d'imputation interne équivalent comptabilisé dans le service prestataire (rubrique 49). Ces deux rubriques étant parfaitement compensées, elles visent à donner des informations sur les prestations délivrées par les services entre eux et à faire ressortir le coût complet des prestations. Une hypothèse de stabilité a ainsi été retenue après les dernières prestations en lien avec l'accueil de Moutier qui ont marqué les exercices 2025, 2026 et 2027.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
40 Revenus fiscaux	-418.1	-433.7	-439.2	-452.0	-453.9	-464.7	-475.5	-486.7	-34.7	7.7%	-8.7	1.9%
1. PPH revenu	-203.4	-209.0	-221.4	-227.1	-229.3	-233.4	-237.6	-240.7	-13.6	6.0%	-3.4	1.5%
2. PPH fortune	-24.3	-23.5	-23.2	-23.7	-23.7	-23.7	-23.7	-23.7	0.0	0.0%	0.0	0.0%
3. imposition spéciale et gain de loterie	-8.0	-8.1	-9.2	-9.5	-9.5	-9.5	-9.5	-9.5	0.0	0.0%	0.0	0.0%
4. PMO bénéfice	-63.1	-66.7	-64.0	-67.0	-68.2	-70.4	-73.2	-78.4	-11.4	17.0%	-2.8	4.2%
5. PMO capital	-6.8	-8.0	-8.0	-8.0	-8.2	-8.5	-8.7	-9.0	-1.0	12.0%	-0.2	3.0%
6. impôts des frontaliers et à la source	-43.4	-43.8	-42.7	-44.7	-43.1	-43.1	-43.1	-43.1	1.6	-3.5%	0.4	-0.9%
7. s/gains immobiliers	-11.3	-17.9	-11.4	-12.0	-12.0	-12.0	-12.0	-12.0	0.0	0.0%	0.0	0.0%
8. droit de gages et de mutations	-14.8	-17.9	-18.1	-17.0	-16.9	-16.9	-16.9	-16.9	0.1	-0.7%	0.0	-0.2%
9. taxe des véhicules	-28.8	-25.9	-28.1	-28.6	-28.7	-28.9	-29.1	-29.2	-0.6	2.2%	-0.2	0.6%

Risques et opportunités

Amélioration des conditions-cadres permettant l'établissement d'entreprises à haute valeur ajoutée.

Initiative populaire « Oui à des impôts fédéraux équitables aussi pour les couples mariés – abolir enfin la discrimination du mariage ! »

Commentaires

Plus de la moitié des revenus fiscaux proviennent du revenu des personnes physiques. Toutefois, les progressions attendues de cette rubrique retrouvent une certaine stabilité après les croissances constatées dans les années 2024 à 2027 du fait de rattrapage de taxation.

Les personnes morales affichent une progression sur la base d'une moyenne historique ajustée de la réduction du taux relatif à la RFFA jusqu'en 2030.

Les autres impôts demeurent globalement stables.

Incidences sur les communes

La disparité des assiettes fiscales entre les communes ne permet pas d'élaborer une projection financière harmonisée.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
41 Revenus régaliens et de concessions	-3.9	-20.7	-4.1	-4.0	-26.8	-26.8	-26.7	-26.7	-22.8	570.7%	-5.7	142.7%
1. BNS	0.0	-16.7	0.0	0.0	-24.0	-24.0	-24.0	-24.0	-24.0		-6.0	

Risques et opportunités

Les parts des cantons au bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) dépendent du résultat de l'institution et de la situation des marchés financiers.

La nouvelle convention signée en 2026 entre le Département fédéral des finances et la BNS conserve des modalités inchangées de distribution. Avec une amélioration des fonds propres de l'institution, la BNS abaisse la dotation minimale de la provision pour réserves monétaires à compter de l'exercice 2026, la faisant passer de 10% à 8%, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil de banque. Cette évolution s'inscrit en faveur de la réserve pour distributions futures.

Commentaires

Au contraire du budget, à moyen terme, soit dans le cadre de la projection du plan financier, il convient d'anticiper un montant moyen. Cette période se base sur le nouvel accord entre la BNS et la Confédération pour la période 2026 à 2030.

Le plan financier retient l'hypothèse d'un versement moyen de 4 parts au bénéfice de la BNS. Le mécanisme de lissage joue pleinement son rôle dans cette rubrique dès lors que les versements sont attribués à la réserve pour politique budgétaire et utilisés au budget dans des exercices ultérieurs (cf. commentaire des rubriques 38 et 48).

Le reste de la rubrique est composé principalement des recettes en faveur du fonds des déchets, permis de chasse et concessions hydrauliques.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
42 Taxes	-46.0	-47.9	-51.6	-53.4	-53.4	-53.5	-53.6	-53.7	-0.3	0.6%	-0.1	0.1%

Commentaires

Les taxes se retrouvent dans de nombreux domaines des activités de l'Etat. Une stabilité des émoluments a été retenue. Toutefois, des évolutions analogues à des progressions de volume sont constatées en particulier dans les domaines judiciaires, des poursuites et faillites et des véhicules.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
43 Revenus divers	-1.0	-1.2	-1.0	-1.8	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3	0.5	-26.2%	0.1	-6.6%

Risques et opportunités

L'identification des prestations propres pouvant être portées à l'actif est dépendant des projets et pourrait ainsi progresser sur le plan financier.

Commentaires

Cette rubrique présente, dès 2027, les prestations propres portées à l'actif. La provision pour les engagements de prévoyance des institutions paraétatiques est dissoute en 2027 et ne se retrouve plus dans les années suivantes du plan financier.

Plan financier 2027-2031 - Détails par nature en millions de francs

Rubriques	C24	C25	B2026	B2027	PFI28	PFI29	PFI30	PFI31	Ecart 27-31		Var. annuelle moy.	
46 Revenus de transfert	-428.5	-434.7	-486.8	-516.7	-524.2	-532.3	-557.1	-571.4	-54.7	10.6%	-13.7	2.6%
1. péréquation financière intercantonale	-162.1	-166.6	-194.4	-209.4	-213.6	-219.6	-239.2	-245.4	-36.0	17.2%	-9.0	4.3%
2. parts à des impôts fédéraux	-48.9	-50.9	-51.9	-57.7	-57.9	-58.9	-59.9	-60.8	-3.1	5.4%	-0.8	1.4%
3. participation fédérales	-64.0	-67.7	-79.3	-79.9	-80.9	-79.0	-80.2	-84.2	-4.3	5.4%	-1.1	1.4%
4. participation des communes	-106.4	-109.6	-122.1	-129.3	-131.4	-134.6	-137.6	-141.2	-11.9	9.2%	-3.0	2.3%

Risques et opportunités

Une revue de la méthode de calcul de la péréquation intercantonale pourrait intervenir en défaveur du canton du Jura.

Commentaires

Les montants de la péréquation financière intercantonale dépendent de nombreux paramètres et en particulier de l'évolution de la fiscalité cantonale mais aussi de celles des autres cantons. L'indice des ressources retenu reste en bas du classement. Un montant total de 65 millions sur la période du plan financier est versé dans le cadre de la RPT Moutier par les cantons contributeurs en plus du mécanisme prévu dans le concordat. La revue de la méthode de calcul en lien avec les frontaliers implique une progression de la part cantonale de 9 millions dès 2030.

Les parts à des impôts fédéraux correspondent avant tout aux parts cantonales à l'impôt anticipé et à l'impôt fédéral direct, évoluant selon la population et les bénéfices imposables.

Les participations fédérales et communales (cf. commentaires des rubriques 30 et 36) évoluent en fonction des clés de calculs des prestations ou des aides financières accordées par l'Etat. L'évolution de ces recettes est moins dynamique que l'évolution des charges sous-jacentes.

ANNEXE 2 : PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE 2027 – 2031

PFI 2027 à 2031

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Total PFI	41'285'600	44'341'100	47'843'100	43'685'900	43'166'900	220'322'600
	<i>Dont dépenses</i>	<i>58'027'500</i>	<i>59'990'800</i>	<i>65'201'500</i>	<i>59'170'500</i>	<i>61'063'500</i>	<i>303'453'800</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-16'741'900</i>	<i>-15'649'700</i>	<i>-17'358'400</i>	<i>-15'484'600</i>	<i>-17'896'600</i>	<i>-83'131'200</i>
	Total PFI Chancellerie	715'000	795'000	715'000	115'000	115'000	2'455'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>715'000</i>	<i>795'000</i>	<i>715'000</i>	<i>115'000</i>	<i>115'000</i>	<i>2'455'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
	Total PFI Cohésion sociale, Justice et Police	560'000	405'000	405'000	405'000	720'000	2'495'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>660'000</i>	<i>505'000</i>	<i>505'000</i>	<i>505'000</i>	<i>820'000</i>	<i>2'995'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-500'000</i>
	Total PFI Economie et Santé	3'162'700	3'214'300	3'460'400	3'866'900	4'015'900	17'720'200
	<i>Dont dépenses</i>	<i>8'280'000</i>	<i>8'400'000</i>	<i>8'800'000</i>	<i>9'100'000</i>	<i>9'500'000</i>	<i>44'080'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-5'117'300</i>	<i>-5'185'700</i>	<i>-5'339'600</i>	<i>-5'233'100</i>	<i>-5'484'100</i>	<i>-26'359'800</i>
	Total PFI Environnement et Culture	28'547'900	31'706'800	34'602'700	31'259'000	30'521'000	156'637'400
	<i>Dont dépenses</i>	<i>39'712'500</i>	<i>41'710'800</i>	<i>46'161'500</i>	<i>41'050'500</i>	<i>42'473'500</i>	<i>211'108'800</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-11'164'600</i>	<i>-10'004'000</i>	<i>-11'558'800</i>	<i>-9'791'500</i>	<i>-11'952'500</i>	<i>-54'471'400</i>
	Total PFI Formation, Numérique et Sports	8'300'000	8'220'000	8'660'000	8'040'000	7'795'000	41'015'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>8'660'000</i>	<i>8'580'000</i>	<i>9'020'000</i>	<i>8'400'000</i>	<i>8'155'000</i>	<i>42'815'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-1'800'000</i>
	Total PFI Finances	-	-	-	-	-	-
	<i>Dont dépenses</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Chancellerie (CHA)

	Total PFI CHA	715'000	795'000	715'000	115'000	115'000	2'455'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>715'000</i>	<i>795'000</i>	<i>715'000</i>	<i>115'000</i>	<i>115'000</i>	<i>2'455'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	-	-	-	-	-	-

120	Economat cantonal	715'000	795'000	715'000	115'000	115'000	2'455'000
	Mobilier	715'000	795'000	715'000	115'000	115'000	2'455'000
	Remplacement mobilier	700'000	180'000	100'000	100'000	100'000	1'180'000
5060.00	<i>Mobilier, équipements bureautique</i>	<i>700'000</i>	<i>180'000</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>1'180'000</i>
	Centre d'impression, acquisition d'une machine à mettre sous pli	-	600'000	600'000	-	-	1'200'000
5060.00	<i>Mobilier, équipements bureautique</i>	-	<i>600'000</i>	<i>600'000</i>	-	-	<i>1'200'000</i>
	Mobilier adapté (sur présentation d'un certificat médical)	15'000	15'000	15'000	15'000	15'000	75'000
5060.00	<i>Mobilier, équipements bureautique</i>	<i>15'000</i>	<i>15'000</i>	<i>15'000</i>	<i>15'000</i>	<i>15'000</i>	<i>75'000</i>

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Département de la cohésion sociale, de la justice et de la police (DSJP)

	Total PFI DSJP	560'000	405'000	405'000	405'000	720'000	2'495'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>660'000</i>	<i>505'000</i>	<i>505'000</i>	<i>505'000</i>	<i>820'000</i>	<i>2'995'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-500'000</i>

701	Etablissements de détention	70'000	-	-	-	-	70'000
	Equipements, mobilier	70'000	-	-	-	-	70'000
	Aménagement de la prison de Moutier	70'000	-	-	-	-	70'000
5060.00	<i>Mobilier, machines</i>	<i>70'000</i>	-	-	-	-	<i>70'000</i>

720	Service de la population	85'000	-	-	-	-	85'000
	Equipements, machines, mobilier	85'000	-	-	-	-	85'000
	Remplacement de serveurs pour le bureau des passeports	85'000	-	-	-	-	85'000
5060.00	<i>Mobilier, machines, véhicules</i>	<i>85'000</i>	-	-	-	-	<i>85'000</i>

730	Police cantonale	360'000	360'000	360'000	360'000	675'000	2'115'000
	Equipements de police	180'000	180'000	180'000	180'000	495'000	1'215'000
5060.00	<i>Equipe ment et appareils</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>495'000</i>	<i>1'215'000</i>
	Matériel de communication	180'000	180'000	180'000	180'000	180'000	900'000
5060.00	<i>Equipe ment et appareils</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>180'000</i>	<i>900'000</i>

735	Section de la protection de la population et de la sécurité	45'000	45'000	45'000	45'000	45'000	225'000
	Matériel PCI	-	-	-	-	-	-
5060.00	<i>Mobilier, machines, équipement</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>100'000</i>	<i>500'000</i>
6370.00	<i>Prélèvement sur Fonds contr.remplacem ent</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-100'000</i>	<i>-500'000</i>
	Equipements et matériel de protection de la population	45'000	45'000	45'000	45'000	45'000	225'000
5060.00	<i>Mobilier, machines, équipement</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>	<i>225'000</i>

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Département de l'Economie et de la Santé (DES)

	Total PFI DES	3'162'700	3'214'300	3'460'400	3'866'900	4'015'900	17'720'200
	<i>Dont dépenses</i>	<i>8'280'000</i>	<i>8'400'000</i>	<i>8'800'000</i>	<i>9'100'000</i>	<i>9'500'000</i>	<i>44'080'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-5'117'300</i>	<i>-5'185'700</i>	<i>-5'339'600</i>	<i>-5'233'100</i>	<i>-5'484'100</i>	<i>-26'359'800</i>

305	Service de l'économie et de l'emploi	-76'300	-46'000	-4'900	173'100	215'900	261'800
	Subventions	-76'300	-46'000	-4'900	173'100	215'900	261'800
	Prêts LIM	-376'300	-346'000	-304'900	-126'900	-84'100	-1'238'200
	Prêts LIM	-376'300	-346'000	-304'900	-126'900	-84'100	-1'238'200
6420.00	Remboursement prêts LIM - communes	-214'800	-184'500	-148'100	-87'500	-49'900	-684'800
6440.00	Rembt prêts LIM - stés économie mixte	-136'500	-136'500	-140'000	-24'000	-24'000	-461'000
6450.00	Remboursement prêts LIM - privés	-25'000	-25'000	-16'800	-15'400	-10'200	-92'400
	Subventions d'investissement LPR	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
	Subventions d'investissements LPR	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
5650.00	Subventions d'investissements LPR	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000

320	Service de l'économie rurale	3'239'000	3'260'300	3'465'300	3'693'800	3'800'000	17'458'400
	Prêts pour le développement rural	-61'000	-39'700	-34'700	-6'200	-	-141'600
6450.00	Remboursement prêts développement rural	-61'000	-39'700	-34'700	-6'200	-	-141'600
	Génie rural	2'000'000	2'000'000	2'100'000	2'300'000	2'300'000	10'700'000
5650.00	Subv. à des tiers pour améliorations structurelles	2'000'000	2'000'000	2'100'000	2'300'000	2'300'000	10'700'000
5750.00	Subv. féd. améliorations structurelles redistrib.	3'200'000	3'400'000	3'500'000	3'600'000	3'800'000	17'500'000
6700.00	Subv. fédérales pour amél. fonc. à red.	-3'200'000	-3'400'000	-3'500'000	-3'600'000	-3'800'000	-17'500'000
	Constructions rurales	1'000'000	1'000'000	1'100'000	1'100'000	1'200'000	5'400'000
5650.00	Subv. à des tiers pour améliorations structurelles	1'000'000	1'000'000	1'100'000	1'100'000	1'200'000	5'400'000
5750.00	Subv. féd. améliorations structurelles redistrib.	1'000'000	1'000'000	1'100'000	1'100'000	1'200'000	5'400'000
6700.00	Subv. fédérales pour amél. fonc. à red.	-1'000'000	-1'000'000	-1'100'000	-1'100'000	-1'200'000	-5'400'000
	Projets de développements régionaux agricoles	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
5650.00	Subv. à des tiers pour améliorations structurelles	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
5750.00	Subv. féd. améliorations structurelles redistrib.	480'000	400'000	400'000	400'000	400'000	2'080'000
6700.00	Subv. fédérales pour amél. fonc. à red.	-480'000	-400'000	-400'000	-400'000	-400'000	-2'080'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Département de l'Environnement et de la Culture (DEC)

	Total PFI DEC	28'547'900	31'706'800	34'602'700	31'259'000	30'521'000	156'637'400
	<i>Dont dépenses</i>	<i>39'712'500</i>	<i>41'710'800</i>	<i>46'161'500</i>	<i>41'050'500</i>	<i>42'473'500</i>	<i>211'108'800</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-11'164'600</i>	<i>-10'004'000</i>	<i>-11'558'800</i>	<i>-9'791'500</i>	<i>-11'952'500</i>	<i>-54'471'400</i>
400	Service du développement territorial	1'240'000	1'940'000	2'300'000	1'564'000	2'740'000	9'784'000
	Energie (subventions d'investissement)	1'240'000	1'240'000	1'240'000	1'240'000	1'240'000	6'200'000
	<i>Encouragement des investissements dans le domaine de l'énergie</i>	<i>1'240'000</i>	<i>1'240'000</i>	<i>1'240'000</i>	<i>1'240'000</i>	<i>1'240'000</i>	<i>6'200'000</i>
5670.01	Subv.assainissement et enc.énergétique						
		3'465'000	3'465'000	3'465'000	3'465'000	3'465'000	17'325'000
6300.00	Subventions fédérales	-2'225'000	-2'225'000	-2'225'000	-2'225'000	-2'225'000	-11'125'000
	Transports publics (subventions d'investissement)	-	700'000	1'060'000	324'000	1'500'000	3'584'000
	<i>Subventions aux communes, infrastructures des transports publics</i>	<i>-</i>	<i>700'000</i>	<i>1'060'000</i>	<i>324'000</i>	<i>1'500'000</i>	<i>3'584'000</i>
	Subventions aux infrastructures des transports publics	-	700'000	1'060'000	324'000	1'500'000	3'584'000
5620.00	Subv.aux communes infr.transp.publics	-	700'000	1'060'000	324'000	1'500'000	3'584'000
410	Office de l'environnement	2'249'900	2'231'800	2'297'700	2'495'000	2'511'000	11'785'400
	Dessertes forestières	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
	Dessertes diverses	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
5010.00	Construction pistes à machines	80'000	80'000	80'000	80'000	80'000	400'000
6300.00	Subventions fédérales	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-50'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Acquisition de terrains, aménagement d'étangs et autres mesures	387'900	384'800	255'700	353'000	341'500	1'722'900
	Régénération des hauts et bas marais d'importance nationale	-128'800	77'500	60'000	60'000	70'500	139'200
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	1'317'000	1'350'000	180'000	180'000	222'000	3'249'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-1'185'000	-997'500	-120'000	-120'000	-151'500	-2'574'000
6350.00	<i>Subventions d'entreprises privées</i>	-260'800	-275'000	-	-	-	-535'800
	Régénération des sites de batraciens d'importance nationale	75'000	93'100	77'000	77'000	77'000	399'100
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	300'000	266'000	220'000	220'000	220'000	1'226'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-225'000	-172'900	-143'000	-143'000	-143'000	-826'900
	Revitalisation de cours d'eau	422'000	178'100	84'000	182'000	160'000	1'026'100
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	908'000	570'000	420'000	860'000	750'000	3'508'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-486'000	-391'900	-336'000	-648'000	-590'000	-2'451'900
6350.00	<i>Subventions d'entreprises privées</i>	-	-	-	-30'000	-	-30'000
	Mesures en faveur de la conservation d'espèces prioritaires	20'000	25'000	25'000	25'000	25'000	120'000
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-30'000	-25'000	-25'000	-25'000	-25'000	-130'000
	Mesures de gestion dans les zones alluviales	-10'800	2'100	700	-	-	-8'000
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	60'000	30'000	10'000	-	-	100'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-54'000	-19'500	-6'500	-	-	-80'000
6350.00	<i>Subventions d'entreprises privées</i>	-16'800	-8'400	-2'800	-	-	-28'000
	Valorisation sur 3 objets PPS prioritaires	10'500	9'000	9'000	9'000	9'000	46'500
5020.00	<i>Aménagement de cours d'eau/biodiversité</i>	30'000	30'000	30'000	30'000	30'000	150'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-19'500	-21'000	-21'000	-21'000	-21'000	-103'500
	Equipements, machines, mobilier	70'000	20'000	20'000	20'000	52'500	182'500
	Renouvellement ou développement du matériel des stations de mesures	50'000	-	-	-	-	50'000
5060.00	<i>Equipement et appareils</i>	50'000	-	-	-	-	50'000
	Station hydrométrique	-	-	-	-	32'500	32'500
5060.00	<i>Equipement et appareils</i>	-	-	-	-	50'000	50'000
6300.00	<i>Subventions fédérales</i>	-	-	-	-	-17'500	-17'500

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Monitoring petit cours d'eau (étiage)	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
5060.00	Equipement et appareils	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
	Subventions	1'722'000	1'757'000	1'952'000	2'052'000	2'047'000	9'530'000
	Subventions forêts et dangers naturels	13'000	-7'000	-12'000	-12'000	-17'000	-35'000
	Subv. cantonales forêts - CP	13'000	-7'000	-12'000	-12'000	-17'000	-35'000
5620.00	Subventions aux communes	265'000	245'000	240'000	240'000	235'000	1'225'000
5720.00	Subv.féd.red.liées conventions-programme	935'000	935'300	1'000'000	1'000'000	1'000'000	4'870'300
6300.00	Subventions fédérales	-252'000	-252'000	-252'000	-252'000	-252'000	-1'260'000
6700.00	Subv.féd.à red.liées à conv.-programme	-935'000	-935'300	-1'000'000	-1'000'000	-1'000'000	-4'870'300
	Subventions nature et paysage	-	-	-	-	-	-
	Subventions nature	-	-	-	-	-	-
5720.00	Subv.féd.red.liées conventions-programme	765'000	765'500	765'500	765'500	765'500	3'827'000
6700.00	Subv.féd.à red.liées à conv.-programme	-765'000	-765'500	-765'500	-765'500	-765'500	-3'827'000
	Subventions eau	1'709'000	1'764'000	1'964'000	2'064'000	2'064'000	9'565'000
	Subventions eau potable	542'000	542'000	542'000	542'000	542'000	2'710'000
5620.00	Subventions aux communes	542'000	542'000	542'000	542'000	542'000	2'710'000
	Subventions épuration des eaux	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5620.00	Subventions aux communes	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Subventions revitalisation des eaux	-	-	-	-	-	-
5720.00	Subv.féd.red.liées conventions-programme	581'500	581'000	693'000	693'000	693'000	3'241'500
6700.00	Subv.féd.à red.liées à conv.-programme	-581'500	-581'000	-693'000	-693'000	-693'000	-3'241'500
	Subventions ouvrages de protection crues	1'037'000	1'092'000	1'292'000	1'392'000	1'392'000	6'205'000
5620.00	Subventions aux communes	1'050'000	1'100'000	1'300'000	1'400'000	1'400'000	6'250'000
5720.00	Subv.féd.red.liées conventions-programme	1'755'000	1'925'000	3'200'000	3'200'000	4'400'000	14'480'000
6300.00	Subventions fédérales	-13'000	-8'000	-8'000	-8'000	-8'000	-45'000
6700.00	Subv.féd.à red.liées à conv.-programme	-1'755'000	-1'925'000	-3'200'000	-3'200'000	-4'400'000	-14'480'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	<i>Subvention monitoring appareillage</i>	30'000	30'000	30'000	30'000	30'000	150'000
	Subvention monitoring appareillage	30'000	30'000	30'000	30'000	30'000	150'000
5620.00	<i>Subventions aux communes</i>	30'000	30'000	30'000	30'000	30'000	150'000
	Autres subv. féd. redistribuées	-	-	-	-	-	-
	Subventions fédérales redistribuées	-	-	-	-	-	-
5720.00	<i>Subv.féd.red.liées conventions-programme</i>	1'700'000	-	-	-	-	1'700'000
6700.00	<i>Subv.féd.à red.liées à conv.-programme</i>	-1'700'000	-	-	-	-	-1'700'000
	Subv. féd.redistribuéés hors CP - OFROU	-	-	-	-	-	-
5720.00	<i>Subv.féd.red.liées conventions-programme</i>	5'000	5'000	5'000	5'000	5'000	25'000
6700.00	<i>Subv.féd.à red.liées à conv.-programme</i>	-5'000	-5'000	-5'000	-5'000	-5'000	-25'000
420	Section des constructions routières	13'843'000	14'570'000	16'060'000	14'405'000	14'455'000	73'333'000
	Aménagements routiers	1'922'500	2'732'500	3'332'500	2'647'500	3'147'500	13'782'500
	Aménagements de la H18	-	-	-	50'000	100'000	150'000
	8000_La Roche - St-Brais, aménagement de chaussée	-	-	-	50'000	50'000	100'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	-	50'000	50'000	100'000
	8000_Le Boéchet - Les Bois	-	-	-	-	50'000	50'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	-	-	50'000	50'000
	Itinéraires cyclables	280'000	300'000	1'440'000	1'400'000	550'000	3'970'000
	<i>Itinéraires cyclables Ajoie</i>	50'000	190'000	1'090'000	1'300'000	250'000	2'880'000
	1064_6000_Courtemaîche-Grandgourt	-	-	630'000	-	-	630'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	630'000	-	-	630'000
	1064_6000_Porrentruy - Courchavon	50'000	100'000	300'000	100'000	-	550'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	50'000	100'000	300'000	100'000	-	550'000
	1064_6000_Courchavon - Courtemaîche	-	40'000	60'000	950'000	-	1'050'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	40'000	60'000	950'000	-	1'050'000
	1647_Carrefour Roche d'Or-Réclère	-	-	50'000	-	250'000	300'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	50'000	-	250'000	300'000
	2100_Alle-Miécourt	-	50'000	50'000	250'000	-	350'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	50'000	50'000	250'000	-	350'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	<i>Itinéraires cyclables Vallée de Delémont</i>	-	-	-	50'000	250'000	300'000
	3200_Corban-Mervelier	-	-	-	50'000	250'000	300'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	-	50'000	250'000	300'000
	<i>Itinéraires cyclables Franches-Montagnes</i>	180'000	60'000	300'000	-	-	540'000
	1007_Le Cerneux-Veusil - Combe à la Biche (BE)	160'000	-	-	-	-	160'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	160'000	-	-	-	-	160'000
	4100_Les Bois - La Large Journée - La Ferrière (BE)	20'000	60'000	300'000	-	-	380'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	20'000	60'000	300'000	-	-	380'000
	<i>Itinéraires cyclables, non attribuables à un district</i>	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
	Etudes diverses	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
	Aménagement routes cantonales	1'642'500	2'432'500	1'892'500	1'197'500	2'497'500	9'662'500
	<i>Aménagement routes cantonales Ajoie</i>	50'000	500'000	75'000	100'000	1'300'000	2'025'000
	6240_Porrentruy, rue Merguin et carrefour Bellecroix	-	-	50'000	50'000	300'000	400'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	50'000	50'000	300'000	400'000
	6000_Courgenay, giratoire SEDRAC	-	-	25'000	50'000	1'000'000	1'075'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	25'000	50'000	1'500'000	1'575'000
6320.00	<i>Part des communes à aménagement routier</i>	-	-	-	-	-500'000	-500'000
	6230_Bonfol, giratoire Moderna	50'000	500'000	-	-	-	550'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	50'000	500'000	-	-	-	550'000
	<i>Aménagement routes cantonales Vallée de Delémont</i>	-	-	-	50'000	300'000	350'000
	6120_RC250, Traversée de Bourrignon	-	-	-	50'000	300'000	350'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	-	50'000	300'000	350'000
	<i>Aménagement routes cantonales agglomération de Delémont</i>	1'227'500	1'162'500	697'500	827'500	577'500	4'492'500
	1.26a_6000_Traversée de Courrendlin	377'500	577'500	577'500	577'500	77'500	2'187'500
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	500'000	700'000	700'000	700'000	700'000	3'300'000
6300.00	<i>Subv. féd. pour aménagement des routes</i>	-122'500	-122'500	-122'500	-122'500	-622'500	-1'112'500
	1.14a_3100 Itinéraire cyclable Gare Sud – Ballastière, Delémont	-	-	-	-	200'000	200'000
5010.00	<i>Aménagement du réseau routier</i>	-	-	-	-	200'000	200'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	1.36a_3100_Vies-Ste-Catherine, itinéraire vélos et piétons	100'000	150'000	50'000	-	-	300'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	150'000	50'000	-	-	300'000
	1.22_6100_3220_ Traversée de Vicques	40'000	110'000	-	-	-	150'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	40'000	110'000	-	-	-	150'000
	1.48_3110_Itinéraire cyclable Courtételle - Châtillon	530'000	325'000	-	-	-	855'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	530'000	325'000	-	-	-	855'000
	3.42_3140_Liaison des pistes cyclables Châtillon Nord	-	-	-	-	50'000	50'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	50'000	50'000
	1.13_8000_Porte d'entrée Sud-Est, Delémont	180'000	-	-	-	-	180'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	180'000	-	-	-	-	180'000
	3.01_1064_Delémont, passerelle gare CFF	-	-	70'000	250'000	250'000	570'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	70'000	250'000	250'000	570'000
	Aménagement routes cantonales Franches-Montagnes	95'000	550'000	900'000	-	-	1'545'000
	8220_Saignelégier, rue de la Gruère	70'000	500'000	400'000	-	-	970'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	70'000	500'000	400'000	-	-	970'000
	8000_Le Noirmont, giratoire ZAIC	25'000	50'000	500'000	-	-	575'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	25'000	50'000	1'500'000	-	-	1'575'000
6320.00	Part des communes à aménagement routier	-	-	-1'000'000	-	-	-1'000'000
	Aménagement routes cantonales non attribuables à un district	270'000	220'000	220'000	220'000	320'000	1'250'000
	Acquisitions de terrains et études diverses	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
	Aires d'accueil des gens du voyage suisses	50'000	-	-	-	-	50'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	-	-	-	-	50'000
	PGEE - Mise en application des mesures proposées	200'000	200'000	200'000	200'000	300'000	1'100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	200'000	200'000	200'000	200'000	300'000	1'100'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Maintenance routière	9'673'000	9'610'000	10'500'000	9'530'000	9'080'000	48'393'000
	Maintenance routière Ajoie	2'610'000	2'650'000	1'950'000	2'000'000	850'000	10'060'000
	6220_Alle, secteur Raiffeisen - Centre Ajoie (Les Vies de Bâle)	600'000	350'000	-	-	-	950'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	600'000	350'000	-	-	-	950'000
	6000_Porrentruy, route de Courgenay	400'000	400'000	400'000	400'000	-	1'600'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	400'000	400'000	400'000	400'000	-	1'600'000
	6235_Porrentruy - Coeuve, PR 200 - PR 325	300'000	300'000	300'000	300'000	-	1'200'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	300'000	300'000	300'000	300'000	-	1'200'000
	6230_Montignez, village	50'000	250'000	250'000	-	-	550'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	250'000	250'000	-	-	550'000
	6246_Courtedoux, giratoire - carrefour de l'église	310'000	-	-	-	-	310'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	310'000	-	-	-	-	310'000
	6250_Réclère, carrefour direction les Grottes	-	50'000	200'000	-	-	250'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	50'000	200'000	-	-	250'000
	6000_Boncourt, Routes du Jura et de France	600'000	600'000	-	-	-	1'200'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	600'000	600'000	-	-	-	1'200'000
	6220_Porrentruy - Alle, réfection de la chaussée et canalisations	200'000	200'000	-	-	-	400'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	200'000	200'000	-	-	-	400'000
	6228_Pleujouse - Asuel, réfection chaussée	50'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'250'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'250'000
	6225_Cornol - Alle - Réfection chaussée	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
	6228_Asuel - La Malcôte - Réfection chaussée	-	-	-	-	50'000	50'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	50'000	50'000
	Diverses RC Ajoie	100'000	100'000	100'000	100'000	150'000	550'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	100'000	100'000	100'000	150'000	550'000
	6213_St-Ursanne-Montenol_réfection chaussée	-	50'000	-	50'000	-	100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	50'000	-	50'000	-	100'000
	6000_Porrentruy, rte du Jura, gare routière	-	-	50'000	500'000	-	550'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	50'000	500'000	-	550'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Maintenance routière Vallée de Delémont	550'000	1'280'000	1'550'000	1'050'000	1'350'000	5'780'000
	6000_Courrendlin - Choindez, réfection	-	-	-	50'000	350'000	400'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	50'000	350'000	400'000
	Diverses RC, Vallée de Delémont	100'000	100'000	100'000	150'000	150'000	600'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	100'000	100'000	150'000	150'000	600'000
	8000_RC6, Delémont, RDU_général	100'000	800'000	300'000	200'000	200'000	1'600'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	800'000	300'000	200'000	200'000	1'600'000
	8110_Movelier - Ederswiler, réfection	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
	6120_Bourrignon - Lucelle - Réfection chaussée	50'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'250'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'250'000
	8110_Soyhières - Carrefour 8111, réfection chaussée	300'000	-	-	-	-	300'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	300'000	-	-	-	-	300'000
	6110_Vicques, carrefour rte Courrendlin	-	30'000	500'000	-	-	530'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	30'000	500'000	-	-	530'000
	Maintenance routière Franches-Montagnes	600'000	450'000	900'000	750'000	900'000	3'600'000
	6213_Soubey - Les Enfers, réfection chaussée	-	-	-	-	400'000	400'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	400'000	400'000
	Diverses RC, Franches-Montagnes	100'000	100'000	100'000	150'000	150'000	600'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	100'000	100'000	150'000	150'000	600'000
	8240_Les Breuleux - Mont Tramelan, réfection chaussée	300'000	300'000	400'000	-	-	1'000'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	300'000	300'000	400'000	-	-	1'000'000
	8240_Les Breuleux - rue de la gare	100'000	-	-	-	-	100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	-	-	-	-	100'000
	8000_H18, St.-Brais, le Péquie	-	-	50'000	250'000	-	300'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	50'000	250'000	-	300'000
	H18 Les Bois, traversée	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	50'000	350'000	350'000	350'000	1'100'000
	8000_Muriaux-les Emibois_Giratoire	100'000	-	-	-	-	100'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	-	-	-	-	100'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Maintenance itinéraires cyclables	100'000	50'000	50'000	50'000	50'000	300'000
	Divers entretiens itinéraires cyclables	100'000	50'000	50'000	50'000	50'000	300'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	50'000	50'000	50'000	50'000	300'000
	Maintenance routière district de Moutier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Diverses RC, travaux divers Moutier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Maintenance routière non attribuable à un district	2'350'000	1'800'000	2'800'000	2'450'000	2'500'000	11'900'000
	Entretien revêtement routier	1'500'000	1'000'000	2'000'000	1'650'000	1'700'000	7'850'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	1'500'000	1'000'000	2'000'000	1'650'000	1'700'000	7'850'000
	Révision PSIC	50'000	-	-	-	-	50'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	-	-	-	-	50'000
	Prestations collaborateurs SCR / refacturation	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
	Ouvrages d'art (anciennement répartis dans les districts)	2'733'000	2'650'000	2'520'000	2'500'000	2'700'000	13'103'000
	8000PT725_Viaduc de la Blancherie, Delémont	-	-	500'000	500'000	-	1'000'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	500'000	500'000	-	1'000'000
	6224CA250_Pont sur la Cornoline, Alle (yc chaussée)	1'250'000	1'250'000	-	-	-	2'500'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	1'250'000	1'250'000	-	-	-	2'500'000
	6235PT700_Pont sur la Coeuvalte, Damphreux, milieu village	-	-	-	-	450'000	450'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	450'000	450'000
	6115PT300_Pont sur la Birse, la Poste Courrendlin	20'000	-	-	-	-	20'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	20'000	-	-	-	-	20'000
	6242PT525_Pont Les Combattes, Bure	50'000	-	-	-	-	50'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	-	-	-	-	50'000
	6242PT450_Pont de la Casse, Bure	23'000	-	-	-	-	23'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	23'000	-	-	-	-	23'000
	8000PT625_Viaduc de la Croisée, Delémont	-	-	-	-	30'000	30'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	30'000	30'000
	6241CA050_Ponceau sur le Bacavoine, Porrentruy	80'000	-	-	-	-	80'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	80'000	-	-	-	-	80'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	8210CA025_Canal du Tabeillon_Métro, Glovelier	-	400'000	300'000	-	-	700'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	400'000	300'000	-	-	700'000
	6110PT1000_Pont sur la Scheulte, Corban	700'000	-	-	-	-	700'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	700'000	-	-	-	-	700'000
	6228CA200_Voûtage sur l'Erveratte, Asuel	100'000	300'000	-	-	-	400'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	300'000	-	-	-	400'000
	6222_Mur du Col de la Croix, St-Ursanne	320'000	-	-	-	-	320'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	320'000	-	-	-	-	320'000
	Remise en état local - mesures anticipées	100'000	20'000	200'000	400'000	400'000	1'120'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	100'000	20'000	200'000	400'000	400'000	1'120'000
	8000PT257M/O_Estacade, La Roche	-	-	100'000	800'000	800'000	1'700'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	100'000	800'000	800'000	1'700'000
	6229CA000_Pont sur l'Erveratte, Pleujouse	40'000	-	-	-	-	40'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	40'000	-	-	-	-	40'000
	6110PT050_Pont sur la Birse, Courroux	50'000	680'000	1'020'000	-	-	1'750'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	50'000	1'420'000	2'120'000	-	-	3'590'000
6300.00	Subv. féd. pour aménagement des routes	-	-740'000	-1'100'000	-	-	-1'840'000
	6220CA225_Voûtage du Pouche, Alle	-	-	250'000	-	-	250'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	250'000	-	-	250'000
	8220CA975_Déversoir le Recourbe, Saignelégier	-	-	-	-	20'000	20'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	-	20'000	20'000
	6235BU725_Pont sur le Coinat, Dampfreux	-	-	-	300'000	-	300'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	-	300'000	-	300'000
	Divers ouvrages d'art Moutier	-	-	150'000	500'000	1'000'000	1'650'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	-	-	150'000	500'000	1'000'000	1'650'000
	Dangers naturels	130'000	130'000	130'000	130'000	130'000	650'000
	Ouvrages divers et entretien d'ouvrages de protection	130'000	130'000	130'000	130'000	130'000	650'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
6300.00	Subv. féd. pour aménagement des routes	-70'000	-70'000	-70'000	-70'000	-70'000	-350'000
	Ouvrages de soutènement	500'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'500'000
	6220MS4465AV_Mur nord Allaine_Travaux de réfection du mur	500'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'500'000
5010.00	Aménagement du réseau routier	500'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'500'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Assainissement bruit routier	442'500	422'500	422'500	422'500	422'500	2'132'500
	Assainissement du bruit routier	422'500	422'500	422'500	422'500	422'500	2'112'500
5010.03	<i>Assainissement du bruit routier</i>	<i>500'000</i>	<i>500'000</i>	<i>500'000</i>	<i>500'000</i>	<i>500'000</i>	<i>2'500'000</i>
6300.00	<i>Subv. féd. pour aménagement des routes</i>	<i>-77'500</i>	<i>-77'500</i>	<i>-77'500</i>	<i>-77'500</i>	<i>-77'500</i>	<i>-387'500</i>
	Assainissement du bruits routier Moutier	20'000	-	-	-	-	20'000
5010.03	<i>Assainissement du bruit routier</i>	<i>20'000</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>20'000</i>
	Véhicules et équipements	1'705'000	1'705'000	1'705'000	1'705'000	1'705'000	8'525'000
	Véhicules et équipements SIN	939'700	939'700	939'700	939'700	939'700	4'698'500
	Equipements et véhicules	935'400	935'400	935'400	935'400	935'400	4'677'000
5060.00	<i>Equipements et véhicules</i>	<i>935'400</i>	<i>935'400</i>	<i>935'400</i>	<i>935'400</i>	<i>935'400</i>	<i>4'677'000</i>
	Achat de vélos_Plan de mobilité	4'300	4'300	4'300	4'300	4'300	21'500
5060.00	<i>Equipements et véhicules</i>	<i>4'300</i>	<i>4'300</i>	<i>4'300</i>	<i>4'300</i>	<i>4'300</i>	<i>21'500</i>
	Véhicules et équipements POC	608'000	608'000	608'000	608'000	608'000	3'040'000
	Equipements et véhicules POC	608'000	608'000	608'000	608'000	608'000	3'040'000
5060.00	<i>Equipements et véhicules</i>	<i>608'000</i>	<i>608'000</i>	<i>608'000</i>	<i>608'000</i>	<i>608'000</i>	<i>3'040'000</i>
	Véhicules et équipements autres services	157'300	157'300	157'300	157'300	157'300	786'500
	Equipements et véhicules autres services	157'300	157'300	157'300	157'300	157'300	786'500
5060.00	<i>Equipements et véhicules</i>	<i>157'300</i>	<i>157'300</i>	<i>157'300</i>	<i>157'300</i>	<i>157'300</i>	<i>786'500</i>
	Subventions d'investissements constructions routières	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Routes tiers bénéficiaires	80'000	80'000	80'000	80'000	80'000	400'000
	Participation pour tiers bénéficiaires	80'000	80'000	80'000	80'000	80'000	400'000
5620.01	<i>Subventions pour tiers bénéficiaires</i>	<i>80'000</i>	<i>80'000</i>	<i>80'000</i>	<i>80'000</i>	<i>80'000</i>	<i>400'000</i>
	Subventions pour route internationale Lucelle Kloesterli	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
	Subventions Lucelle Kloesterli	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
5680.00	<i>Subventions route internationale Lucelle</i>	<i>20'000</i>	<i>20'000</i>	<i>20'000</i>	<i>20'000</i>	<i>20'000</i>	<i>100'000</i>
421	SIN route nationale A16	20'000	20'000	-	-	-	40'000
	Participation cantonale à la construction A16	20'000	20'000	-	-	-	40'000
	Participation cantonale construction A16	20'000	20'000	-	-	-	40'000
5010.00	<i>Participation cantonale construction A16</i>	<i>20'000</i>	<i>20'000</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>40'000</i>

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
430	Section des bâtiments et des domaines	10'825'000	12'475'000	13'475'000	12'325'000	10'325'000	59'425'000
	Courtemelon, villa du directeur	300'000	-	-	-	-	300'000
	Consolidation et réfection mur de soutènement	300'000	-	-	-	-	300'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	300'000	-	-	-	-	300'000
	Delémont, école de commerce / DIVCOM_ Bâtiment A	-	300'000	2'000'000	6'000'000	5'500'000	13'800'000
	Assainissement, rénovation et mise aux normes	-	300'000	2'000'000	6'000'000	5'500'000	13'800'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	-	300'000	2'000'000	6'000'000	5'500'000	13'800'000
	Delémont, Prés Roses / regroupement MP-PJ	-	-	-	300'000	500'000	800'000
	Etudes et réalisation	-	-	-	300'000	500'000	800'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	-	-	-	300'000	500'000	800'000
	Delémont, nouvel établissement pénitentiaire (NEP)	100'000	50'000	50'000	700'000	1'200'000	2'100'000
	Etudes	100'000	50'000	50'000	700'000	1'200'000	2'100'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	100'000	50'000	50'000	700'000	1'200'000	2'100'000
	Delémont, bâtiment vide	300'000	-	-	-	-	300'000
	Hôpital 6, travaux d'entretien	300'000	-	-	-	-	300'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	300'000	-	-	-	-	300'000
	Delémont, Justice 2	200'000	2'000'000	4'600'000	1'200'000	-	8'000'000
	Projet justice 2	200'000	2'000'000	4'600'000	1'200'000	-	8'000'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	200'000	2'000'000	4'600'000	1'200'000	-	8'000'000
	Saignelégier, ancienne Préfecture	2'000'000	1'000'000	-	-	-	3'000'000
	Assainissement énergétique, rénovation et mise aux normes	2'000'000	1'000'000	-	-	-	3'000'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	2'000'000	1'000'000	-	-	-	3'000'000
	Porrentruy, Villa Beucler	1'500'000	-	-	-	-	1'500'000
	Ascenseur/monte-charges MUSEUM + Mise aux normes PMR/ assainissement énergétique	1'500'000	-	-	-	-	1'500'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	1'500'000	-	-	-	-	1'500'000
	Porrentruy, école prof. commerciale / DIVCOM	-	-	200'000	2'500'000	1'500'000	4'200'000
	Assainissement, rénovation et mise aux normes_Projet Thumann 12	-	-	200'000	2'500'000	1'500'000	4'200'000
5040.00	Construction/transformation de bâtiments	-	-	200'000	2'500'000	1'500'000	4'200'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Porrentruy, Institut pédagogique	800'000	4'500'000	3'500'000	-	-	8'800'000
	Assainissement énergétique et mise aux normes_Projet Banné 23	800'000	4'500'000	3'500'000	-	-	8'800'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	800'000	4'500'000	3'500'000	-	-	8'800'000
	Divers	5'625'000	4'625'000	3'125'000	1'625'000	1'625'000	16'625'000
	Pose de panneaux photovoltaïques	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
	Entretien des bâtiments Moutier	4'000'000	3'000'000	1'500'000	-	-	8'500'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	4'000'000	3'000'000	1'500'000	-	-	8'500'000
	Sécurisation des bâtiments	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
	Entretien lourd	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
	Changement de luminaires	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
	Nouveaux couverts à vélos	85'000	85'000	85'000	85'000	85'000	425'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	85'000	85'000	85'000	85'000	85'000	425'000
	Prestations collaborateurs SBD / refacturation	400'000	400'000	400'000	400'000	400'000	2'000'000
5040.00	<i>Construction/transformation de bâtiments</i>	400'000	400'000	400'000	400'000	400'000	2'000'000
520	Office de la culture	370'000	350'000	350'000	350'000	370'000	1'790'000
	Equipements, machines, mobilier	20'000	-	-	-	20'000	40'000
	Aménagement de la salle CJBA à Hôtel des Halles	20'000	-	-	-	-	20'000
5060.00	<i>Mobilier, équipement</i>	20'000	-	-	-	-	20'000
	Remplacement microfilm salle de lecture	-	-	-	-	20'000	20'000
5060.00	<i>Mobilier, équipement</i>	-	-	-	-	20'000	20'000
	Monuments historiques	350'000	350'000	350'000	350'000	350'000	1'750'000
	Subventions cant. pour rénovations des monuments	350'000	350'000	350'000	350'000	350'000	1'750'000
5620.00	<i>Subv.cant.rénovations monuments</i>	350'000	350'000	350'000	350'000	350'000	1'750'000
5720.00	<i>Subv.féd.redistribuées p./monuments</i>	376'000	376'000	376'000	376'000	376'000	1'880'000
6700.00	<i>Subv.féd.p./monuments à redistribuer</i>	-376'000	-376'000	-376'000	-376'000	-376'000	-1'880'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
740	Office des véhicules	-	120'000	120'000	120'000	120'000	480'000
	Equipements, machines, mobilier	-	120'000	120'000	120'000	120'000	480'000
	2027 - 2028 Rénovation halles	-	120'000	120'000	120'000	120'000	480'000
5060.00	Mobilier, équipement et appareils	-	120'000	120'000	120'000	120'000	480'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Département de la Formation, du Numérique et des Sports (DFNS)

	Total PFI DFNS	8'300'000	8'220'000	8'660'000	8'040'000	7'795'000	41'015'000
	<i>Dont dépenses</i>	<i>8'660'000</i>	<i>8'580'000</i>	<i>9'020'000</i>	<i>8'400'000</i>	<i>8'155'000</i>	<i>42'815'000</i>
	<i>Dont recettes</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-360'000</i>	<i>-1'800'000</i>

500	Service de l'enseignement	1'980'000	1'800'000	1'840'000	1'880'000	1'730'000	9'230'000
	Equipements informatiques	530'000	500'000	440'000	580'000	530'000	2'580'000
	Plan d'action numérique jurassien de la formation	190'000	-	-	-	-	190'000
5620.00	Subv.aux communes constr./transf. écoles	190'000	-	-	-	-	190'000
	Pédagogie numérique	130'000	320'000	240'000	240'000	190'000	1'120'000
5060.00	Mobilier et équipement	130'000	130'000	50'000	50'000	-	360'000
5620.00	Subv.aux communes constr./transf. écoles	-	190'000	190'000	190'000	190'000	760'000
	Administration scolaire numérique	210'000	180'000	200'000	340'000	340'000	1'270'000
5060.00	Mobilier et équipement	210'000	180'000	200'000	340'000	340'000	1'270'000
	Constructions scolaires	1'450'000	1'300'000	1'400'000	1'300'000	1'200'000	6'650'000
	Subventions aux communes pour installations scolaires	1'450'000	1'300'000	1'400'000	1'300'000	1'200'000	6'650'000
5620.00	Subv.aux communes constr./transf. écoles	1'450'000	1'300'000	1'400'000	1'300'000	1'200'000	6'650'000

515	Service de la formation postobligatoire	400'000	520'000	920'000	210'000	215'000	2'265'000
	Plan d'action numérique jurassien de la formation	400'000	520'000	920'000	210'000	215'000	2'265'000
	Centre numérique du SFP	400'000	220'000	220'000	210'000	215'000	1'265'000
5060.00	Mobilier et équipement	400'000	220'000	220'000	210'000	215'000	1'265'000
	Déploiement du CEJEF à Moutier	-	300'000	700'000	-	-	1'000'000
5060.00	Mobilier et équipement	-	300'000	700'000	-	-	1'000'000
	Prêts d'études	-	-	-	-	-	-
	Prêts d'études transformables	-	-	-	-	-	-
	Prêts d'études transformables	-	-	-	-	-	-
5470.00	Prêts d'études transformables	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
6470.00	Transformations de prêts d'études	-300'000	-300'000	-300'000	-300'000	-300'000	-1'500'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
	Prêts d'études remboursables	-	-	-	-	-	-
	Prêts d'études remboursables	-	-	-	-	-	-
5470.01	Prêts d'études remboursables	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
6470.01	Remboursements de prêts d'études	-60'000	-60'000	-60'000	-60'000	-60'000	-300'000
530	Office cantonal des sports	-	50'000	50'000	100'000	-	200'000
	Subventions aux installations sportives régionales	-	50'000	50'000	100'000	-	200'000
	Subventions aux installations sportives régionales	-	50'000	50'000	100'000	-	200'000
5620.00	Subventions aux installations sportives	-	50'000	50'000	100'000	-	200'000
541	Division lycéenne	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipements, machines, mobilier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipement de salles et laboratoires	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5060.00	Equipement de salles	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
542	Division technique	450'000	450'000	450'000	450'000	450'000	2'250'000
	Equipements, machines, mobilier	450'000	450'000	450'000	450'000	450'000	2'250'000
	Equipement de salles et ateliers	450'000	450'000	450'000	450'000	450'000	2'250'000
5060.00	Equipement de salles	450'000	450'000	450'000	450'000	450'000	2'250'000
543	Division artisanale	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipements, machines, mobilier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipement de salles et ateliers	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5060.00	Equipement de salles	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
544	Division commerciale	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipements, machines, mobilier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipement de salles et laboratoires	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5060.00	Equipement de salles	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
545	Division Santé-Social-Arts	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipements, machines, mobilier	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
	Equipement de salles et laboratoires	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
5060.00	Equipement de salles	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total
770	Service de l'informatique	5'070'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	25'070'000
	Portefeuille Moutier	70'000	-	-	-	-	70'000
	Portefeuille Moutier	70'000	-	-	-	-	70'000
5060.00	<i>Equipements et appl. informatiques</i>	70'000	-	-	-	-	70'000
	Maintien du système d'information de l'Etat	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	11'000'000
	Portefeuille Maintien du système d'information de l'Etat	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	11'000'000
5060.00	<i>Equipements et appl. informatiques</i>	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	2'200'000	11'000'000
	Mise en œuvre de la stratégie numérique	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	14'000'000
	Portefeuille de mise en oeuvre de la stratégie numérique	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	14'000'000
5060.00	<i>Equipements et appl. informatiques</i>	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	2'800'000	14'000'000

N°	Intitulé	Plan financier					
		2027	2028	2029	2030	2031	Total

Département des Finances (DFI)

	Total PFI DFI	-	-	-	-	-	-
	<i>Dont dépenses</i>	-	-	-	-	-	-
	<i>Dont recettes</i>	-	-	-	-	-	-

ANNEXE 3 : ARRETE D'APPROBATION DU PLAN
FINANCIER ET DE LA PLANIFICATION DES
INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE 2027 – 2031

ARRÊTÉ D'APPROBATION DU PLAN FINANCIER ET DE LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE 2027 - 2031

du

Le Parlement de la République et Canton du Jura

vu l'article 84, lettre e, de la Constitution cantonale (1),

vu les articles 18 à 20 et 63, lettre a, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales (LFin) (2),

arrête :

Article premier Le plan financier pour la période 2027 - 2031 est approuvé.

Art. 2 La planification des investissements pour la période 2027 - 2031 est approuvée.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Le président :
Fabrice Macquat

Le secrétaire :
Fabien Kohler

- (1) RSJU 101
(2) RSJU 611